

est demeurée à peu près inchangée, l'augmentation de 1.5 % chez les femmes ayant été contrebalancée par la diminution de 0.3 % chez les hommes. Le niveau d'emploi a baissé considérablement (3.3 %), le nombre de personnes occupées étant passé de 11,006,000 en 1981 à 10,644,000 en 1982. Cette chute de 362,000 personnes occupées est attribuable à la baisse de 409,000 du nombre de personnes travaillant à temps plein, le nombre de travailleurs à temps partiel ayant augmenté modérément (47,000). Il s'est produit des baisses de l'emploi dans tous les secteurs sauf les finances, les assurances, les affaires immobilières et les services socio-culturels, commerciaux et personnels. Les secteurs les plus touchés ont été les industries primaires autres que l'agriculture (- 16.1 %), les industries manufacturières (- 9.0 %) et la construction (- 8.3 %).

La reprise, amorcée au début de 1983, s'est poursuivie durant toute la période jusqu'en 1986. Le niveau moyen de l'emploi, qui n'avait augmenté que de 90,000 (0.8 %) en 1983 par rapport à 1982, a maintenu une croissance d'environ 2.8 % plus élevée durant les trois années subséquentes de la reprise. Certains aspects de la remontée ont cependant été très irréguliers.

L'augmentation de l'emploi dans les secteurs des services s'est établie en moyenne à 2.8 % par an durant les quatre années de la reprise, tandis que dans les secteurs des biens elle s'est fixée à un taux plus modeste de 1.4 %. En fait, à la fin de 1986 aucun des secteurs des biens n'avait atteint les sommets antérieurs à la récession, tandis que dans les secteurs des services, un seul groupe (celui des transports, communications et services publics) était encore inférieur au sommet de 1981. Cet accroissement de l'emploi dans le secteur des services a entraîné une forte progression de l'emploi à temps partiel; celui-ci représentait en effet 15.6 % de l'emploi total en 1986 comparativement à 13.5 % en 1981. L'augmentation de l'emploi chez les femmes représentait près de 60 % de la progression globale durant la période de reprise. Si l'on considère les provinces, c'est dans le centre du Canada que la reprise a été la plus prononcée, les gains au Québec et en Ontario ayant été de 10.9 % et 12.0 % respectivement pour les quatre années. A part l'Île-du-Prince-Édouard, qui a affiché une augmentation de l'emploi de 15.6 % durant la même période, les provinces de l'Atlantique ont enregistré une croissance moyenne de l'emploi de l'ordre de 10 %, à l'exception de Terre-Neuve (4 %). La plus faible croissance, durant la période débutant en 1982, a été observée en Alberta (1.2 %), où le niveau minimal d'emploi n'a pas été atteint avant 1984, et où la récente reprise a été entravée par la faiblesse des prix mondiaux du pétrole brut.

Le chômage exprimé en pourcentage de la population active a atteint un sommet de 11.9 % en 1983. Il est retombé à une moyenne de 9.6 % en 1986, taux qui demeure sensiblement plus élevé que celui de 1981 (7.5 %). Le taux chez les jeunes de 15 à 24 ans s'est fixé à 15.2 % en 1986, en baisse par rapport au sommet de 19.9 % enregistré durant la récession; il était de 8.0 % chez les personnes de 25 ans et plus, contre 9.4 % en 1983. Le niveau de chômage en 1986 s'est chiffré à 1,236,000, soit une augmentation de 338,000 comparativement au niveau enregistré en 1981, mais une baisse de 212,000 par rapport au sommet de 1983.

5.5.2 Autres faits saillants du marché du travail

Statistique Canada ajoute régulièrement une série de questions supplémentaires à l'enquête mensuelle sur la population active (EPA). Ces enquêtes supplémentaires couvrent une vaste gamme de sujets, mais bon nombre comportent des questions associées d'une manière ou d'une autre au marché du travail, lesquelles fournissent subséquemment des données sur la configuration et les caractéristiques du marché du travail. Ces renseignements peuvent ensuite être analysés par rapport aux données de l'EPA. Voici les faits saillants qui ressortent de plusieurs enquêtes supplémentaires de l'EPA:

Enquête sur le bénévolat. Durant une période de 12 mois se terminant en février 1980, environ 15 % de la population adulte du Canada a fait du travail bénévole pour un total de 374 millions d'heures.

Enquête sur l'adhésion syndicale. Chez les travailleurs à plein temps, en décembre 1984, les gains horaires moyens des femmes étaient de 26 % inférieurs à ceux des hommes.

Enquête sur les perspectives d'emploi. En mars 1986, on a estimé que 245,000 personnes désiraient un emploi mais ne cherchaient pas de travail parce qu'elles attendaient d'être rappelées, attendaient des réponses ou croyaient qu'il n'y avait pas de travail disponible.

Enquête sur les dispositions pour la garde des enfants. Un peu plus de la moitié des enfants d'âge préscolaire (0-5 ans) ont reçu des soins quelconques non parentaux, chaque semaine, en février 1981.

Enquête sur l'activité annuelle. En 1985, 70.4 % des personnes âgées de 15 ans et plus ont travaillé à un moment quelconque durant l'année; 18.6 % de la population en âge de travailler a été en chômage à un moment quelconque, en 1985.

Enquête sur l'absence au travail. En 1984, durant les périodes d'absence de plus de deux semaines pour cause de maladie, d'accident ou de grossesse, un pourcentage plus élevé d'hommes (89.1 %) que de femmes (79.3 %) a reçu une forme quelconque d'indemnisation.